

LES POLITIQUES PUBLIQUES PAR LA DEFISCALISATION

Co-éditeurs :

Clément CARBONNIER



Professeur d'économie à l'Université Paris 8, chercheur au Laboratoire d'économie Dyonisien (LED) et chercheur affilié à la Chaire en fiscalité et finances publiques, Université de Sherbrooke (Canada). Il étudie l'impact de la fiscalité sur les comportements des agents économiques.

Nathalie MOREL



Assistant Professor en Science Politique à Sciences Po (LIEPP/CEE), spécialiste des politiques sociales en Europe. Ses travaux portent sur les politiques d'investissement social, les politiques de soutien aux emplois domestiques et le care.

Bruno PALIER



Directeur de recherche CNRS à Sciences Po (LIEPP/CEE), il travaille sur la comparaison des réformes de la protection sociale.

Michaël ZEMMOUR



Maître de conférences à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne. Ses recherches portent sur l'économie politique du financement de l'Etat social.

Co-auteurs :

- Guillaume Allègre
- Mathias André
- Anne Bory
- Simon Bunel
- Clément Carbonnier
- Guillaume Chapelle
- Céline Grislain-Letrémy
- Amélie Mauroux
- Nathalie Morel
- Bruno Palier
- Delphine Roy
- Michaël Sicsic
- Michaël Zemmour

La France s'inscrit dans un mouvement général d'utilisation croissante de l'outil fiscal à des fins de politiques sociales, d'emploi ou de soutien à différents secteurs (culture, environnement...). Certaines mesures modifient le financement de ces secteurs tandis que d'autres utilisent l'outil fiscal comme alternative aux prestations directes. Ces politiques fiscales, en s'appuyant sur les incitations, constituent un instrument d'intervention publique aux propriétés économiques et politiques distinctes d'autres instruments (dépenses directes, réglementation). S'appuyant sur un recensement original des dispositifs existants et de l'état des connaissances, cet ouvrage en préparation cherchera à multiplier les points de vue pour fournir à terme une évaluation aussi complète que possible, interdisciplinaire et comparative des différents usages de l'outil fiscal dans différents domaines. Après une introduction générale présentant les enjeux, chaque chapitre présente l'utilisation de politiques de défiscalisation dans un domaine précis de politiques publiques, en traitant des questions suivantes : Quel est le coût des différents dispositifs ? Quelle est l'efficacité de ces dispositifs ? En particulier, il s'agit de s'interroger sur le coût d'opportunité des politiques mettant en œuvre des dépenses fiscales dans différents domaines d'intervention publique. Dans quelle mesure ces dépenses sont-elles plus efficaces que les dépenses directes ? Comment évaluer la performance comparée des politiques de défiscalisation dans différents secteurs de politiques publiques ? Au-delà de l'évaluation de l'efficacité de l'instrument fiscal, il s'agit également de s'interroger sur le recours croissant à ce type d'instrument : Pourquoi ? Par qui ? Quel est l'impact sur le pilotage et la gouvernance des politiques publiques (par exemple, en termes distributifs, d'un point de vue démocratique, de légitimité, sur la constitution de groupes d'intérêts...)?

Chapitre 1. Introduction générale

Clément Carbonnier, Nathalie Morel, Bruno Palier et Michaël Zemmour

Le chapitre introductif présentera l'histoire de la croissance de ces outils fiscaux, en analysant les évolutions convergentes ou divergentes entre pays. Ceci permettra de mettre en lumière les principaux enjeux relatifs à ces outils et de présenter le cadre commun et les questions que les différents chapitres thématiques étudieront.

Partie 1. Modification des comportements / incitations

Chapitre 2. Politiques d'innovation et de R&D

Simon Bunel et Michaël Sicsic

L'innovation est le moteur de la croissance dans une économie de la connaissance et les gouvernements cherchent à renforcer les capacités de recherche et développement des entreprises, en grande partie via des outils de défiscalisation tels le Crédit d'impôt recherche en France.

Chapitre 3. Politiques fiscales environnementales

Céline Grislain-Letrémy et Amélie Mauroux

Le changement climatique est une des menaces les plus pressantes contre nos modes de vie. Les économistes défendent des régulations via les incitations – principalement fiscales – plutôt que des régulations contraignantes.

Chapitre 4. Politiques fiscales de logement

Guillaume Chapelle

Le logement est un marché qui connaît de nombreuses interventions publiques, depuis le logement social, les allocations, à un large éventail d'avantages fiscaux supposés incitatifs.

Chapitre 5. Politiques fiscales de réduction du coût du travail

Clément Carbonnier

Depuis trois décennies, la France a réorienté ses principaux efforts en termes de politique de l'emploi vers la réduction socio-fiscale du coût du travail (réduction de cotisations, CICE...).



Partie 2. Gouvernance des politiques sociales, transformation des modes de financement

Chapitre 6. Défisiscalisation et désocialisation en santé

Michaël Zemmour

Les politiques publiques ont favorisé le développement des complémentaires santé d'entreprises. Celles-ci, rendues obligatoires en 2016, bénéficient d'importantes subventions

implicites sous forme d'exemption de cotisations sociales, organisant de fait un système de vase communicant depuis la sécurité sociale vers les assurances privées.

Chapitre 7. Incitations fiscales à la philanthropie

Anne Bory et Clément Carbonnier

En dehors de l'efficacité à faire effectivement affluer des fonds pour des causes humanitaires et sociales, les politiques fiscales incitant à la philanthropie posent question quant à la répartition des pouvoirs de décision sur les projets à financer.

Chapitre 8. Politiques fiscales de services à la personne

Nathalie Morel

Devant les besoins croissants en termes de services sociaux individualisés et la désindustrialisation de nos économies, de nombreux gouvernements européens ont parié sur le développement des services aux personnes, mettant en avant pour cela des outils fiscaux et des réductions sociales.



Partie 3. Prestations sociales par d'autres moyens

Chapitre 9. Pauvreté et incitations, PPE - PA

Guillaume Allègre

Depuis la création du RMI jusqu'à celle du RSA et de la prime d'activité, en passant par la Prime pour l'emploi et le RSA activité, la politique de filet de sécurité vis-à-vis de la pauvreté a évolué en incorporant de plus en plus de caractéristiques d'incitation à la recherche d'emploi.

Chapitre 10. La famille dans les politiques fiscales

Mathias André

La politique sociale et fiscale française est fortement familialisée, ce qui engendre des conséquences importantes en termes de redistribution, d'autonomie des individus (particulièrement les femmes) et d'incitations.

Chapitre 11. Politiques socio-fiscales de la dépendance

Delphine Roy

Les années 1990 et 2000 ont vu la succession de dispositifs directs de prise en charge de la perte d'autonomie avec des mesures incitatives à travers les crédits d'impôts, pour des conséquences différentes en termes redistributifs et d'accès aux soins.

Chapitre 12. Conclusion

Clément Carbonnier, Nathalie Morel, Bruno Palier, Michaël Zemmour

Le chapitre conclusif comparera les résultats des chapitres thématiques et les modifications globales de gouvernance générées par la croissance de l'utilisation de l'outil fiscal.